

Accès gratuit à la contraception d'urgence : quel impact sur sa distribution ?

Depuis le 1^{er} janvier 2013, le Centre de santé sexuelle – Planning familial de La Chaux-de-Fonds et du Locle délivre gratuitement la contraception d'urgence. Deux ans plus tard, l'augmentation des demandes chez les adolescentes indique que, pour elles, le coût constitue un frein à son utilisation.

Anne Pétremand Berger, conseillère en santé sexuelle et étudiante du MAS en santé publique à l'UNIGE
Septembre 2015

La contraception d'urgence (CU) ou contraception post-coïtale (CPC) permet d'éviter une grossesse non désirée suite à un rapport sexuel non protégé (oubli de pilule, échec de préservatif, absence de contraception régulière). Mais pour qu'elle soit efficace, un accès rapide et facile est primordial. La vente sans ordonnance introduite en Suisse en 2002 y a grandement contribué. Cependant son prix en pharmacie (de 25 à 46 francs environ) peut être dissuasif. Pour parer à ce problème les centres de santé sexuelle-planning familial appliquent en général des tarifs inférieurs. A La Chaux-de-Fonds, où elle coûtait 15 francs jusqu'à fin 2012, les conseillères faisaient régulièrement face à des personnes dont la situation socio-économique ne permettait pas une telle dépense.

En 2014, 140 comprimés de Norlevo® ont été délivrés au Centre de santé sexuelle – Planning familial de La Chaux-de-Fonds et du Locle*. Cela représente une augmentation de plus de 40% par rapport aux deux ans précédant l'accès gratuit à la contraception d'urgence.

La gratuité profite avant tout aux plus jeunes

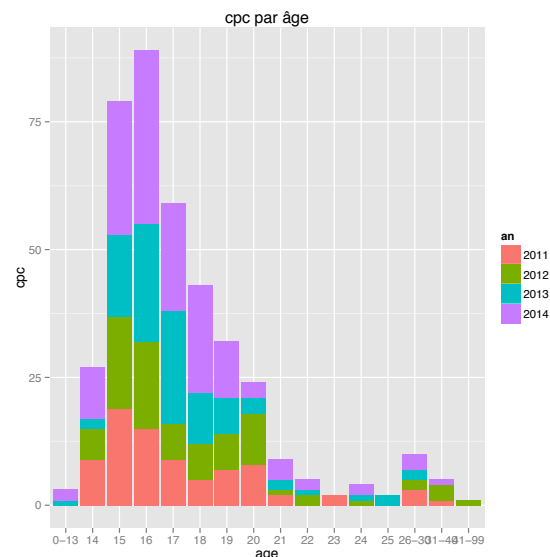
Les jeunes filles de 15 à 19 ans sont les plus susceptibles d'avoir besoin d'une contraception d'urgence. Au début de la vie sexuelle, une contraception régulière n'a pas forcément encore été mise en place. Et l'utilisation du préservatif connaît fréquemment des incidents de parcours. L'augmentation des demandes, constatée après l'introduction de la gratuité, provient essentiellement des adolescentes de 15 à 18 ans.

Evolution de la distribution de CPC entre 2011 et 2014

La diminution du recours à la CPC avec l'âge résulte probablement de l'adoption progressive de comportements protecteurs et d'un plus grand nombre de personnes s'adressant en pharmacie. En effet, l'achat d'une pilule d'urgence représente une charge importante dans un budget

d'adolescente. En revanche, pour les plus âgées, la distance apparaît comme un facteur qui influence davantage les demandes que le coût.

Evolution de la distribution de CPC entre 2011 et 2014

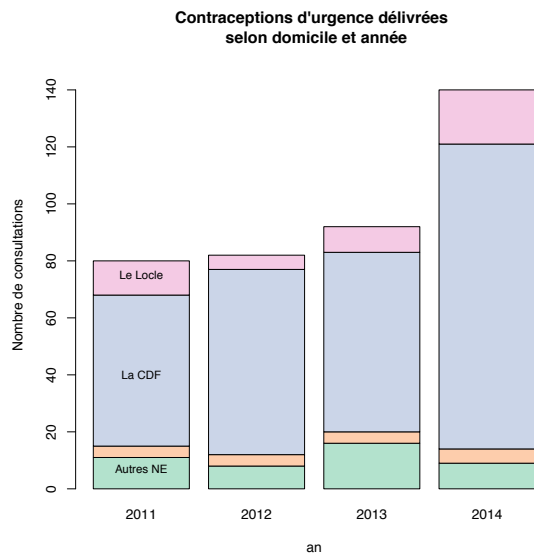


Une clientèle jeune et locale

Le Centre de santé sexuelle – Planning familial de La Chaux-de-Fonds et du Locle est situé dans les bâtiments d'Hôpital neuchâtelois. Il propose des entretiens d'information et de conseil et autres prestations en matière de santé sexuelle, des consultations gynécologiques et la prescription de moyens contraceptifs. La clientèle du centre réside principalement à La Chaux-de-Fonds. Un quart d'entre elle vient du Locle ou d'autres lieux du canton de Neuchâtel et une minorité vit à l'extérieur des frontières cantonales. Elle est composée pour les deux tiers de personnes de nationalité suisse. Près de 90% des usagers ont moins de 25 ans, la majorité d'entre eux ayant entre 15 et 18 ans avec un pic chez les jeunes de 16 et 17 ans.

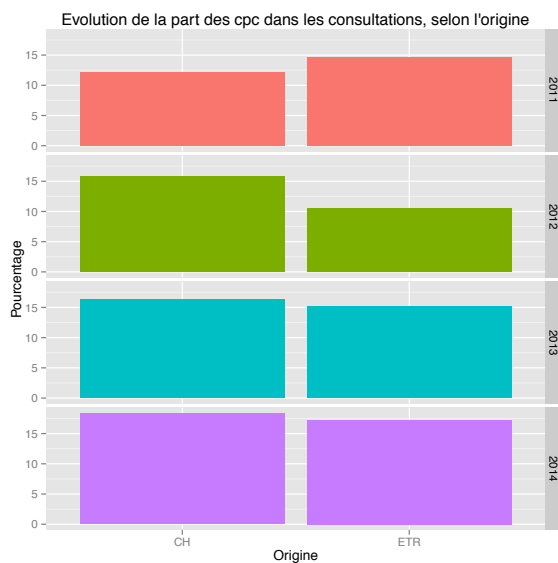
La proximité du domicile est déterminante

La gratuité a eu un impact uniquement sur les jeunes filles de La Chaux-de-Fonds et du Locle. Pour les plus âgées, l'augmentation des ressources financières permet de privilégier la facilité d'accès que représente une pharmacie de quartier, tant au niveau de sa proximité que des heures d'ouverture. Aucun changement n'a été enregistré pour les régions avoisinantes, quel que soit l'âge. La proximité du lieu où l'on va se procurer la contraception d'urgence reste donc le facteur déterminant.



Un impact similaire selon l'origine

La proportion de contraceptions d'urgence délivrées parmi tous les motifs de consultation est sensiblement la même pour les personnes de nationalité suisse ou étrangère. Les deux catégories ont enregistré une progression identique après l'introduction de la gratuité quel que soit l'âge des clientes.



En moyenne, cette proportion représente moins de 20% des consultations. Mais elle est bien sûr plus élevée chez les adolescentes. Entre 2011 et 2014, elle a presque doublé chez les 15-16 ans pour atteindre un tiers des motifs de visites.

Impact neutre sur les comportements sexuels

Des craintes sont souvent émises lorsqu'on cherche à améliorer l'accès à la contraception d'urgence. Elles concernent un changement des comportements qui pourraient en résulter, conduisant à devoir y recourir plus souvent suite à des rapports sexuels non protégés. Le nombre de réutilisation par femme n'a pas pu être analysé en raison d'un volume d'observations insuffisant. Par contre le nombre moyen de visites par personne (1,8) reste assez stable au cours des quatre ans. La hausse des demandes résulte donc avant tout d'une augmentation de la clientèle et non du nombre de recours par personne. D'autre part, aucun changement n'est intervenu chez les moins de 15 ans. Un accès facilité à la contraception d'urgence n'induit donc pas une entrée plus précoce dans la vie sexuelle.

Regard critique

Un recul de deux ans n'est certes pas suffisant pour tirer des conclusions définitives. Des évaluations ultérieures seront nécessaires pour les vérifier. Mais les tendances qui ressortent de cette analyse confirment ce que les conseillères en santé sexuelle de La Chaux-de-Fonds constatent dans leur pratique.

*La nette augmentation des demandes émanant de jeunes filles de 15 à 18 ans met l'accent sur la charge que représente pour elles l'achat d'une contraception d'urgence. Elle montre que **le coût constitue une barrière importante pour cette catégorie d'âges.***

*La contraception d'urgence a le potentiel d'éviter une grossesse non désirée suite à un rapport sexuel non ou mal protégé. Y recourir quand on se trouve dans une telle situation témoigne d'une **attitude cohérente et responsable** qui doit être encouragée. Compte tenu des conséquences d'une grossesse non désirée à l'adolescence, toutes les mesures doivent être prises pour en améliorer l'accessibilité. Car chaque demande constitue une **opportunité de prévention et de promotion de la santé sexuelle**. Une réflexion plus large sur les conditions d'accès à la contraception d'urgence pour les adolescentes nous semble donc indispensable.*

anne.petremand.berger@ne.ch